

RCS : GUERET Code greffe : 2301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GUERET atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 00053 Numéro SIREN : 377 865 621 Nom ou dénomination : LSD

Ce dépôt a été enregistré le 03/10/2022 sous le numéro de dépôt 1520

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/11/20	Net au 30/11/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	126 512	102 987	23 525	36 174
Fonds commercial	3 506 327		3 506 327	3 506 327
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 512 361	211 830	1 300 531	1 296 972
Constructions	10 126 631	7 454 801	2 671 829	3 146 451
Installations techniques, matériel et outillage	2 195 774	1 848 978	346 797	328 166
Autres immobilisations corporelles	514 273	438 672	75 601	103 267
Immob. en cours / Avances & acomptes	29 292		29 292	9 750
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	32		32	
Autres titres immobilisés	783 044		783 044	803 629
Prêts				
Autres immobilisations financières	97 294		97 294	91 079
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 891 541	10 057 267	8 834 273	9 321 816
Stocks				
Matières premières et autres approv.	6 212		6 212	4 351
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 200 837		4 200 837	4 060 903
Créances				
Clients et comptes rattachés	168 203		160 775	143 357
Fournisseurs débiteurs	470 978		470 978	504 885
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	161 932		161 932	15 773
Autres créances	269 557		269 557	339 786
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	15 845		15 845	15 845
Disponibilités	1 968 353		1 968 353	1 360 188
Charges constatées d'avance	66 940		66 940	75 155
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 328 857	7 428	7 321 429	6 520 242
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	26 220 397	10 064 695	16 155 702	15 842 058

Pour copie
Certifiée conforme

Bilan

	Net au 30/11/20	Net au 30/11/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	700 000	700 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	162 788	162 788
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	70 000	70 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 926 401	3 516 809
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 752 508	1 709 732
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 611 697	6 159 329
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	114 326	103 997
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	114 326	103 997
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 323 283	2 564 630
<i>Découverts et concours bancaires</i>		337 461
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 323 283	2 902 091
Emprunts et dettes financières diverses	238 913	183 183
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	1 917 486	1 359 768
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 307	8 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 115 197	3 335 362
<i>Personnel</i>	1 070 390	1 015 096
<i>Organismes sociaux</i>	180 015	175 302
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	35 873	80 458
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	271 227	262 350
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 533 206
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 817	79 431
Autres dettes	210 681	130 615
Produits constatés d'avance	9 489	46 730
TOTAL DETTES	9 429 679	9 578 732
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	16 155 702	15 842 058

Compte de résultat

	30/11/2020	30/11/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	41 487 158	42 090 296
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	785 844	748 905
Chiffre d'affaires net	42 273 002	42 839 201
<i>Dont à l'exportation</i>	<i>8 682</i>	
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	140 962	113 060
Autres produits	27 394	8 073
Total I	42 441 358	42 960 333
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	31 767 195	32 562 697
Variations de stock	-139 934	74 156
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock	-1 861	-1 027
Autres achats et charges externes (a)	2 791 009	2 488 712
Impôts, taxes et versements assimilés	677 028	630 635
Salaires et traitements	2 814 386	2 742 981
Charges sociales	638 258	847 875
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	638 167	563 181
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	618	406
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	27 839	17 510
Autres charges	39 008	7 809
Total II	39 251 714	39 934 934
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 189 644	3 025 399
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	8 213	7 638
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		944
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	889	868
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	889	1 812
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	56 342	69 521
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	56 342	69 521
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-55 452	-67 709
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	3 142 404	2 965 328

Compte de résultat (suite)

	30/11/2020	30/11/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	33 385	32 431
Sur opérations en capital	26 456	1 881
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	59 840	34 312
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	99 086	30 174
Sur opérations en capital	25 590	2 253
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53	
Total charges exceptionnelles (VIII)	124 729	32 427
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-64 889	1 885
Participation des salariés aux résultats (IX)	593 182	576 512
Impôts sur les bénéfices (X)	731 825	680 969
Total des produits (I+II+V+VII)	42 510 300	43 004 095
Total des charges (II+V+VI+VIII+IX+X)	40 757 792	41 294 363
BENEFICE OU PERTE	1 752 508	1 709 732
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	7 454	8 164

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/11/2020, dont le total est de 16 155 702 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 752 508 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/12/2019 au 30/11/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 05/03/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/11/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

L'entreprise applique les recommandations du Plan comptable "" retenu dans son secteur d'activité suivant l'avis Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 du CNC.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2
- * Terrains et aménagements : 10 à 25 ans
- * Constructions : 10 à 25 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat facturé (3 fois net).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

PROVISION SUR T.E.L. NON MANDATES NON UTILISES A LA CLOTURE :

Afin de prendre mieux en compte les exigences fiscales, la part des TEL non mandatés incluse dans le total des TEL en-cours est diminuée par le crédit d'un compte 709799 et le débit du 419700. Ce montant est ensuite provisionné, par le débit du 681510 et le crédit du 151810, du montant utilisable par les clients à hauteur de 99% au 30/11/20.

COVID 19 :

Dans le cadre de l'épidémie mondiale du "COVID-19" et de la période de confinement déclarée en France à compter du 17 mars 2020, la société LSD a connu une modification profonde de la consommation, tant en répartition du chiffre d'affaires qu'en intensité sur certains rayons. La concentration des achats a conduit à renforcer les moyens sur le Drive et l'alimentaire notamment, ou à fermer le Centre Auto.

Du 30 octobre au 28 novembre 2020, certains rayons jugés non essentiels ont été fermés à la vente.

Les mesures de sécurisation sanitaire des clients et du personnel ont été prises pour assurer la continuité des services indispensables à la population.

Au niveau de l'effectif, cette épidémie (et les événements détaillés précédemment) a eu des impacts limités en nombre d'absents. Les effectifs des rayons fermés ont été répartis principalement sur le Drive.

La société a peu eu recours au dispositif de chômage ou autres dispositifs sociaux, fiscaux et bancaires mis en place dans les mesures d'urgence du Gouvernement.

Dans le cadre des mesures d'urgence mises en place par le Gouvernement, LSD a obtenu le décalage du remboursement des prêts contractés auprès des banques BFCC, BPI, EDEL & Caisse d'épargne. Pour ces 4 emprunts, les échéances entre mai et octobre ont été reportées : Remboursement de capital reporté de 134 K€ et intérêts reportés de 11 K€.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêt des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêt des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 506 327			3 506 327
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	123 791	2 721		126 512
Immobilisations incorporelles	3 630 118	2 721		3 632 840
- Terrains	1 505 270	7 091		1 512 361
- Constructions sur sol propre	8 420 373			8 420 373
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 696 168	10 090		1 706 258
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 095 910	106 069	6 205	2 195 774
- Installations générales, agencements aménagements divers	218 667	12 785	3 750	227 702
- Matériel de transport	6 000		6 000	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	279 855	6 716		286 570
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	9 750	19 542		29 292
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 231 992	162 293	15 955	14 378 331
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations		32		32
- Autres titres immobilisés	803 629	3 450	24 035	783 044
- Prêts et autres immobilisations financières	91 079	6 215		97 294
Immobilisations financières	894 708	9 697	24 035	880 370
ACTIF IMMOBILISE	18 756 819	174 712	39 990	18 891 541

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 721	162 293	9 697	174 712
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	2 721	162 293	9 697	174 712
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		15 955	24 035	39 990
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		15 955	24 035	39 990

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/11/2020
Éléments achetés	3 506 327
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	3 506 327

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 617	15 370		102 987
Immobilisations incorporelles	87 617	15 370		102 987
- Terrains	208 297	3 533		211 830
- Constructions sur sol propre	5 638 039	427 766		6 065 805
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 332 051	56 946		1 388 997
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 767 743	87 439	6 205	1 848 978
- Installations générales, agencements aménagements divers	164 411	16 902	3 750	177 563
- Matériel de transport	6 000		6 000	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	230 844	30 265		261 109
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 347 385	622 850	15 955	9 954 281
ACTIF IMMOBILISE	9 435 002	638 220	15 955	10 057 267

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 234 905 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	97 294	97 294	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	168 203	168 203	
Autres	902 468	902 468	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	66 940	66 940	
Total	1 234 905	1 234 905	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	17 629
Rabais remises ristournes à recev.	256 473
Avoirs non parvenus frais généraux	159 467
Avoirs non parvenus marchandises	43 693
Total	477 263

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 700 001,70 euros décomposé en 46 500 titres d'une valeur nominale de 15,05 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	86 487				86 487
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	17 510	27 839	17 510		27 839
Total	103 997	27 839	17 510		114 326
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		27 839	17 510		
Financières					
Exceptionnelles					

Provision Litige Galec :

Provision constituée au 30/11/2018 pour tenir compte du risque lié au nouveau contentieux commercial entre les fournisseurs du Galec et l'enseigne Leclerc. Le 28/02/2018, le Galec a fait l'objet d'une assignation à comparaître du Ministre de l'Economie devant le tribunal de commerce de Paris. Le contentieux porte sur l'obtention de remises additionnelles et inconditionnelles sans contreparties réelles évaluées au niveau nationale à 83K€. Pour le magasin LSD, le risque est évalué à 86 487€.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 425 372 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	2 323 283	379 287	1 130 508	813 488
- à plus de 1 an à l'origine	238 913	32 974	205 939	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 115 197	3 115 197		
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 557 505		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 817	52 817		
Autres dettes (**)	2 128 167	2 128 167		
Produits constatés d'avance	9 489	9 489		
Total	9 425 372	7 275 437	1 336 447	813 488
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	156 561			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	397 287			
(**) Dont envers les associés	1 606 645			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fnp marchandises	76 169
Fnp frais généraux	196 651
Intérêts courus	3 640
Intérêts réserve participation	7 245
Dettes prov congés à payer	199 911
Dettes prov interressement à payer	323 808
Dettes prov participation à payer	269 374
Provision primes	116 000
Charges sociales sur prov cp	42 218
Prov chgs sociales s/primes	24 498
Charges à payer	4 957
Charges fiscales cp	4 113
Etat charges à payer	159 707
Etat-formation continue à payer	5 370
Etat-taxe apprentissage à payer	16 853
Etat-invest. construction à payer	23 434
Etat-forfait social	56 157
Total	1 530 105

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	66 940		
Total	66 940		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	9 489		
Total	9 489		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	41 487 158		41 487 158
Ventes de marchandises	785 844		785 844
Produits des activités annexes			
TOTAL	42 273 002		42 273 002

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 648 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 30/11/2020, les honoraires du commissaire aux comptes sont provisionnés à hauteur de 6 500 € après versement d'un acompte de charge 4 020 € HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	140	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	98 946	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	24 035	
Autres charges	1 555	
Amortissements des immobilisations	53	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		33 385
Produits des cessions d'éléments d'actif		24 952
Autres produits		1 504
TOTAL	124 729	59 840

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 84 438 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	301 566
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	301 566
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	84 438
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/12/2012, la société SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HLSD.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 106 personnes dont 8 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	13	
Employés	88	
Ouvriers		
Total	106	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Emprunts garantis par des sûretés réelles</i>	2 040 495
Autres engagements donnés	2 040 495
Total	2 040 495
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt CRCA</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2020</i>	51 298
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt BFCC</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2020</i>	65 557
Autres engagements reçus	116 855
Total	116 855
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre des conventions de parrainage, les sociétés ci-dessous se sont engagées à couvrir les besoins d'exploitation de SAS LSD de la façon suivante :

- A hauteur de 19.50% pour la SAS BONNEMIE ILE O DIS
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SOFIPAR
- A hauteur de 11.50% pour la SAS ANGELY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS FOCH DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SODISROY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SAINT MAIXANT DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS LIMOGES DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS USSEL DISTRIBUTION

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 311 526 euros

L'engagement du passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 311 K€, soit une variation de + 60 K€ par rapport au 30/11/2019. Ce calcul retient l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans, à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 0.40%. La table de mortalité utilisée est TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Nombre d'actions ordinaires	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	38 761 364,12	39 506 001,30	40 767 292,62	42 839 200,62	42 273 001,86
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	2 615 313,00	2 972 145,86	3 058 241,43	3 527 788,95	3 701 836,37
Impôts sur les bénéfices	586 850,00	501 876,00	428 520,00	680 969,00	731 825,00
Participation des salariés	306 238,00	439 615,00	503 172,00	576 512,00	593 182,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 509 414,21	1 500 527,38	1 501 065,31	1 709 732,32	1 752 508,42
Résultat distribué	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	43,62	43,67	45,73	48,82	51,11
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	32,46	32,27	32,28	36,77	37,69
Dividende distribué	27,96	27,96	27,96	27,96	
Personnel					
Effectif salariés	110	115	115	115	115
Montant de la masse salariale	2 472 484,76	2 552 880,40	2 676 524,55	2 742 980,57	2 814 386,26
Montant des sommes versées en avantages sociaux	807 437,58	859 728,72	830 609,94	847 874,69	638 258,48

Dossier de Gestion

Tableau de financement

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice		
- Réduction des fonds propres	2 375 913	
Autofinancement disponible	2 375 913	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	24 952	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés	557 727	
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	211 671	
Subventions d'investissement		
Total des ressources	3 170 262	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		1 300 140
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		174 712
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		397 287
Total des emplois		1 872 139
Variation du fonds de roulement net global	1 298 122	

	30/11/2020	30/11/2019	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 207 048	4 065 253	141 795	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Comptes clients, comptes rattachés	168 203	175 013		6 810
Autres créances	902 420	860 388	42 032	
Comptes de régularisation	66 940	75 155		8 215
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 307	8 346	4 039	
Fournisseurs, comptes rattachés	3 115 197	3 335 362	220 165	
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 533 206		24 299
Autres dettes	263 498	210 047		53 452
Comptes de Régularisation	9 489	46 730	37 241	
Besoins de l'exercice en fonds de roulement			352 496	
Variation de la trésorerie active	1 984 198	1 376 033	608 165	
Variations de la trésorerie passive		337 461	337 461	
Variation nette de trésorerie			945 626	
Variation du fonds de roulement net global			1 298 122	

LSD
Société par actions simplifiée au capital de 700.000,00 euros
Siège social : Avenue Jean Jaurès – 23300 LA SOUTERRAINE
377 865 621 – RCS GUERET

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 23 AVRIL 2021

Portant sur les comptes de l'exercice clos le 30 novembre 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 novembre 2020 :

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Président, et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 30 novembre 2020, soit le **bénéfice net comptable de + 1.752.508,42 euros** de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice **+ 1.752.508,42 euros**

Affectation :

- A titre de Dividende, la somme de	250.170,00 euros
- Le solde en totalité au compte « Autres Réserves », soit	<u>1.502.338,42 euros</u>
	1.752.508,42 euros

Le dividende unitaire "brut" revenant à chaque associé est de **5,38 euros** par action (pour chacune des **46.500 actions** composant le capital), avant déduction des prélèvements obligatoires dus à la source par l'établissement payeur pour le compte des personnes physiques.

L'Assemblée Générale reconnaît avoir été informée :

- Que, depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30 %, soit 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux ;
- Que, peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende ;
- Que l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8 % sera déduit de l'impôt dû.
L'abattement de 40 % sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale reconnaît également avoir été informée que conformément aux dispositions de l'article L 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts ;

C'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Le **dividende "net"** en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du **1^{er} Mai 2021**.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres au 30 novembre 2020 s'élèvent à la somme de **6.361.527,28 euros**.

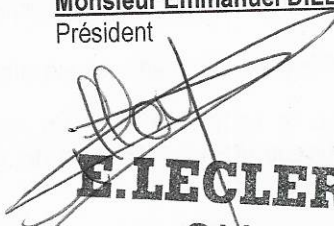
L'Assemblée Générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

	<u>Année</u>	<u>Dividende brut par action :</u>	
Exercice social 2016/2017	2018	27,96 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques
Exercice social 2017/2018	2019	27,96 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques
Exercice social 2018/2019	2020	27,96 euros	Eligible à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques

Vote de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 23 avril 2021 :

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifiée conforme
Monsieur Emmanuel DILLAY
Président


E. LECLERC 
SAS L.S.D.
Av. J. Jaurès - 23300 LA SOUTERRAINE
Tél. 05 55 63 95 00 Fax 05 55 63 95 10

LSD

Société par Actions Simplifiée au capital de 700 000 €
Siège Social : Avenue Jean Jaurès
23300 LA SOUTERRAINE

N° SIRET : 377 865 621 00041
Code APE : 4711F
RCS GUERET : 377 865 621

CONSEIL
EXPERTISE
COMPTABLE
AUDIT
SOCIAL
FISCAL
GESTION
FORMATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2020

SOMMAIRE

Page n° :

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 novembre 2020

1 à 4

COMPTES ANNUELS AU 30 NOVEMBRE 2020

- Bilan actif
- Bilan passif
- Compte de résultat
- Annexe

LSD

Société par Actions Simplifiée au capital de 700 000 €
Siège Social : Avenue Jean Jaurès
23300 LA SOUTERRAINE

N° SIRET : 377 865 621 00041
Code APE : 4711F
RCS GUERET : 377 865 621

FIN DE MANDAT

Président : Monsieur Emmanuel DILLAY

30/11/2023

Directrice Générale : Madame Véronique DILLAY

30/11/2023

Commissaire aux Comptes titulaire : SARL DUO SOLUTIONS AUDIT

30/11/2024

LSD

Société par Actions Simplifiée au capital de 700 000 €
Siège Social : Avenue Jean Jaurès
23300 LA SOUTERRAINE

N° SIRET : 377 865 621 00041
Code APE : 4711F
RCS GUERET : 377 865 621

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2020

Aux Membres de l'Assemblée Générale de la société LSD,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LSD relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

CS .../...

.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} décembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits caractéristiques - COVID-19 » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe relative aux méthodes d'évaluation expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations et des stocks de marchandises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

CS.

.../...

.../...

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441-6 du Code de Commerce.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Sg.

.../...

.../...

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 8 avril 2021

Pour la SARL DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux Comptes,



Christine JANET

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/11/20	Net au 30/11/19
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	126 512	102 987	23 525	36 174
Fonds commercial	3 506 327		3 506 327	3 506 327
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 512 361	211 830	1 300 531	1 296 972
Constructions	10 126 631	7 454 801	2 671 829	3 146 451
Installations techniques, matériel et outillage	2 195 774	1 848 978	346 797	328 166
Autres immobilisations corporelles	514 273	438 672	75 601	103 267
Immob. en cours / Avances & acomptes	29 292		29 292	9 750
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	32		32	
Autres titres immobilisés	783 044		783 044	803 629
Prêts				
Autres immobilisations financières	97 294		97 294	91 079
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 891 541	10 057 267	8 834 273	9 321 816
Stocks				
Matières premières et autres approv.	6 212		6 212	4 351
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 200 837		4 200 837	4 060 903
Créances				
Clients et comptes rattachés	168 203	7 428	160 775	143 357
Fournisseurs débiteurs	470 978		470 978	504 885
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	161 932		161 932	15 773
Autres créances	269 557		269 557	339 786
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	15 845		15 845	15 845
Disponibilités	1 968 353		1 968 353	1 360 188
Charges constatées d'avance	66 940		66 940	75 155
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 328 857	7 428	7 321 429	6 520 242
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	26 220 397	10 064 695	16 155 702	15 842 058

Bilan

	Net au 30/11/20	Net au 30/11/19
PASSIF		
Capital social ou individuel	700 000	700 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	162 788	162 788
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	70 000	70 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 926 401	3 516 809
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 752 508	1 709 732
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 611 697	6 159 329
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	114 326	103 997
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	114 326	103 997
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	2 323 283	2 564 630
<i>Découverts et concours bancaires</i>		337 461
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 323 283	2 902 091
Emprunts et dettes financières diverses	238 913	183 183
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	1 917 486	1 359 768
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 307	8 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 115 197	3 335 362
<i>Personnel</i>	1 070 390	1 015 096
<i>Organismes sociaux</i>	180 015	175 302
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	35 873	80 458
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	271 227	262 350
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 533 206
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 817	79 431
Autres dettes	210 681	130 615
Produits constatés d'avance	9 489	46 730
TOTAL DETTES	9 429 679	9 578 732
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	16 155 702	15 842 058

Compte de résultat

	30/11/2020	30/11/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	41 487 158	42 090 296
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	785 844	748 905
Chiffre d'affaires net	42 273 002	42 839 201
<i>Dont à l'exportation</i>	<i>8 682</i>	
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	140 962	113 060
Autres produits	27 394	8 073
Total I	42 441 358	42 960 333
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	31 767 195	32 562 697
Variations de stock	-139 934	74 156
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock	-1 861	-1 027
Autres achats et charges externes (a)	2 791 009	2 488 712
Impôts, taxes et versements assimilés	677 028	630 635
Salaires et traitements	2 814 386	2 742 981
Charges sociales	638 258	847 875
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	638 167	563 181
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	618	406
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	27 839	17 510
Autres charges	39 008	7 809
Total II	39 251 714	39 934 934
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 189 644	3 025 399
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	8 213	7 638
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		944
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	889	868
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	889	1 812
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	56 342	69 521
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	56 342	69 521
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-55 452	-67 709
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	3 142 404	2 965 328

Compte de résultat (suite)

	30/11/2020	30/11/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	33 385	32 431
Sur opérations en capital	26 456	1 881
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	59 840	34 312
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	99 086	30 174
Sur opérations en capital	25 590	2 253
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53	
Total charges exceptionnelles (VIII)	124 729	32 427
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-64 889	1 885
Participation des salariés aux résultats (IX)	593 182	576 512
Impôts sur les bénéfices (X)	731 825	680 969
Total des produits (I+III+V+VII)	42 510 300	43 004 095
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	40 757 792	41 294 363
BENEFICE OU PERTE	1 752 508	1 709 732
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	7 454	8 164

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/11/2020, dont le total est de 16 155 702 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 752 508 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/12/2019 au 30/11/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 05/03/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/11/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

L'entreprise applique les recommandations du Plan comptable "" retenu dans son secteur d'activité suivant l'avis Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 du CNC.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2
- * Terrains et aménagements : 10 à 25 ans
- * Constructions : 10 à 25 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat facturé (3 fois net).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

PROVISION SUR T.E.L. NON MANDATES NON UTILISES A LA CLOTURE :

Afin de prendre mieux en compte les exigences fiscales, la part des TEL non mandatés incluse dans le total des TEL en-cours est diminuée par le crédit d'un compte 709799 et le débit du 419700. Ce montant est ensuite provisionné, par le débit du 681510 et le crédit du 151810, du montant utilisable par les clients à hauteur de 99% au 30/11/20.

COVID 19 :

Dans le cadre de l'épidémie mondiale du "COVID-19" et de la période de confinement déclarée en France à compter du 17 mars 2020, la société LSD a connu une modification profonde de la consommation, tant en répartition du chiffre d'affaires qu'en intensité sur certains rayons. La concentration des achats a conduit à renforcer les moyens sur le Drive et l'alimentaire notamment, ou à fermer le Centre Auto.

Du 30 octobre au 28 novembre 2020, certains rayons jugés non essentiels ont été fermés à la vente.

Les mesures de sécurisation sanitaire des clients et du personnel ont été prises pour assurer la continuité des services indispensables à la population.

Au niveau de l'effectif, cette épidémie (et les événements détaillés précédemment) a eu des impacts limités en nombre d'absents. Les effectifs des rayons fermés ont été répartis principalement sur le Drive.

La société a peu eu recours au dispositif de chômage ou autres dispositifs sociaux, fiscaux et bancaires mis en place dans les mesures d'urgence du Gouvernement.

Dans le cadre des mesures d'urgence mises en place par le Gouvernement, LSD a obtenu le décalage du remboursement des prêts contractés auprès des banques BFCC, BPI, EDEL & Caisse d'épargne. Pour ces 4 emprunts, les échéances entre mai et octobre ont été reportées : Remboursement de capital reporté de 134 K€ et intérêts reportés de 11 K€.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 506 327			3 506 327
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	123 791	2 721		126 512
Immobilisations incorporelles	3 630 118	2 721		3 632 840
- Terrains	1 505 270	7 091		1 512 361
- Constructions sur sol propre	8 420 373			8 420 373
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 696 168	10 090		1 706 258
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 095 910	106 069	6 205	2 195 774
- Installations générales, agencements aménagements divers	218 667	12 785	3 750	227 702
- Matériel de transport	6 000		6 000	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	279 855	6 716		286 570
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	9 750	19 542		29 292
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 231 992	162 293	15 955	14 378 331
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations		32		32
- Autres titres immobilisés	803 629	3 450	24 035	783 044
- Prêts et autres immobilisations financières	91 079	6 215		97 294
Immobilisations financières	894 708	9 697	24 035	880 370
ACTIF IMMOBILISE	18 756 819	174 712	39 990	18 891 541

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 721	162 293	9 697	174 712
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	2 721	162 293	9 697	174 712
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		15 955	24 035	39 990
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		15 955	24 035	39 990

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/11/2020
Éléments achetés	
Éléments réévalués	3 506 327
Éléments reçus en apport	
Total	3 506 327

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 617	15 370		102 987
Immobilisations incorporelles	87 617	15 370		102 987
- Terrains	208 297	3 533		211 830
- Constructions sur sol propre	5 638 039	427 766		6 065 805
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 332 051	56 946		1 388 997
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 767 743	87 439	6 205	1 848 978
- Installations générales, agencements aménagements divers	164 411	16 902	3 750	177 563
- Matériel de transport	6 000		6 000	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	230 844	30 265		261 109
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 347 385	622 850	15 955	9 954 281
ACTIF IMMOBILISE	9 435 002	638 220	15 955	10 057 267

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 234 905 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	97 294	97 294	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	168 203	168 203	
Autres	902 468	902 468	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	66 940	66 940	
Total	1 234 905	1 234 905	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	17 629
Rabais remises ristournes à recev.	256 473
Avoirs non parvenus frais généraux	159 467
Avoirs non parvenus marchandises	43 693
Total	477 263

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 700 001,70 euros décomposé en 46 500 titres d'une valeur nominale de 15,05 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	86 487				86 487
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	17 510	27 839	17 510		27 839
Total	103 997	27 839	17 510		114 326
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		27 839	17 510		
Financières					
Exceptionnelles					

Provision Litige Galec :

Provision constituée au 30/11/2018 pour tenir compte du risque lié au nouveau contentieux commercial entre les fournisseurs du Galec et l'enseigne Leclerc. Le 28/02/2018, le Galec a fait l'objet d'une assignation à comparaître du Ministre de l'Economie devant le tribunal de commerce de Paris. Le contentieux porte sur l'obtention de remises additionnelles et inconditionnelles sans contreparties réelles évaluées au niveau nationale à 83K€. Pour le magasin LSD, le risque est évalué à 86 487€.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 425 372 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 323 283	379 287	1 130 508	813 488
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	238 913	32 974	205 939	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 115 197	3 115 197		
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 557 505		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 817	52 817		
Autres dettes (**)	2 128 167	2 128 167		
Produits constatés d'avance	9 489	9 489		
Total	9 425 372	7 275 437	1 336 447	813 488
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	156 561			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	397 287			
(**) Dont envers les associés	1 606 645			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fnp marchandises	76 169
Fnp frais généraux	196 651
Intérêts courus	3 640
Intérêts réserve participation	7 245
Dettes prov congés à payer	199 911
Dettes prov interressement à payer	323 808
Dettes prov participation à payer	269 374
Provision primes	116 000
Charges sociales sur prov cp	42 218
Prov chgs sociales s/primes	24 498
Charges à payer	4 957
Charges fiscales cp	4 113
Etat charges à payer	159 707
Etat-formation continue à payer	5 370
Etat-taxe apprentissage à payer	16 853
Etat-invest. construction à payer	23 434
Etat-forfait social	56 157
Total	1 530 105

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	66 940		
Total	66 940		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	9 489		
Total	9 489		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services			
Ventes de marchandises	41 487 158		41 487 158
Produits des activités annexes	785 844		785 844
TOTAL	42 273 002		42 273 002

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 648 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Pour l'exercice clos au 30/11/2020, les honoraires du commissaire aux comptes sont provisionnés à hauteur de 6 500 € après versement d'un acompte de charge 4 020€ HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	140	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	98 946	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	24 035	
Autres charges	1 555	
Amortissements des immobilisations	53	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		33 385
Produits des cessions d'éléments d'actif		24 952
Autres produits		1 504
TOTAL	124 729	59 840

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 84 438 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	301 566
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	301 566
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	84 438
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/12/2012, la société SAS LA SOUTERRAINE DISTRIBUTION est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS HLSD.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 106 personnes dont 8 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	13	
Employés	88	
Ouvriers		
Total	106	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Emprunts garantis par des sûretés réelles</i>	2 040 495
Autres engagements donnés	2 040 495
Total	2 040 495
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt CRCA</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2020</i>	51 298
<i>Suretés réelles reçues de M. & Mme DILLAY en garantie de l'emprunt BFCC</i>	
<i>Capital restant dû au 30/11/2020</i>	65 557
Autres engagements reçus	116 855
Total	116 855
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre des conventions de parrainage, les sociétés ci-dessous se sont engagées à couvrir les besoins d'exploitation de SAS LSD de la façon suivante :

- A hauteur de 19.50% pour la SAS BONNEMIE ILE O DIS
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SOFIPAR
- A hauteur de 11.50% pour la SAS ANGELY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS FOCH DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SODISROY
- A hauteur de 11.50% pour la SAS SAINT MAIXANT DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS LIMOGES DISTRIBUTION
- A hauteur de 11.50% pour la SAS USSEL DISTRIBUTION

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 311 526 euros

L'engagement du passif social "Indemnité Fin de Carrière", charges incluses, fait ressortir un montant de 311 K€, soit une variation de + 60 K€ par rapport au 30/11/2019. Ce calcul retient l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans, à l'initiative du salarié, avec un taux d'actualisation de 0.40%. La table de mortalité utilisée est TH/TF 00-02.

Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Nombre d'actions ordinaires	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00	46 500,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	38 761 364,12	39 506 001,30	40 767 292,62	42 839 200,62	42 273 001,86
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	2 615 313,00	2 972 145,86	3 058 241,43	3 527 788,95	3 701 836,37
Impôts sur les bénéfices	586 850,00	501 876,00	428 520,00	680 969,00	731 825,00
Participation des salariés	306 238,00	439 615,00	503 172,00	576 512,00	593 182,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 509 414,21	1 500 527,38	1 501 065,31	1 709 732,32	1 752 508,42
Résultat distribué	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	1 300 140,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	43,62	43,67	45,73	48,82	51,11
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	32,46	32,27	32,28	36,77	37,69
Dividende distribué	27,96	27,96	27,96	27,96	
Personnel					
Effectif salariés	110	115	115	115	115
Montant de la masse salariale	2 472 484,76	2 552 880,40	2 676 524,55	2 742 980,57	2 814 386,26
Montant des sommes versées en avantages sociaux	807 437,58	859 728,72	830 609,94	847 874,69	638 258,48

Dossier de Gestion

Tableau de financement

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 375 913	
- Réduction des fonds propres		
Autofinancement disponible	2 375 913	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	24 952	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés	557 727	
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	211 671	
Subventions d'investissement		
Total des ressources	3 170 262	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		1 300 140
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		174 712
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		397 287
Total des emplois		1 872 139
Variation du fonds de roulement net global	1 298 122	

	30/11/2020	30/11/2019	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 207 048	4 065 253	141 795	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Comptes clients, comptes rattachés	168 203	175 013		6 810
Autres créances	902 420	860 388	42 032	
Comptes de régularisation	66 940	75 155		8 215
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 307	8 346	4 039	
Fournisseurs, comptes rattachés	3 115 197	3 335 362	220 165	
Dettes fiscales et sociales	1 557 505	1 533 206		24 299
Autres dettes	263 498	210 047		53 452
Comptes de Régularisation	9 489	46 730	37 241	
Besoins de l'exercice en fonds de roulement			352 496	
Variation de la trésorerie active	1 984 198	1 376 033	608 165	
Variations de la trésorerie passive		337 461	337 461	
Variation nette de trésorerie			945 626	
Variation du fonds de roulement net global			1 298 122	

